

Manifestation du 19/10/2010 à 10:00 sur appel de l'Intersyndicale des Unions Locales CGT-CFDT-FO

Haguenau : Très forte mobilisation lycéenne

La manifestation commence, comme à chaque fois en amont par une réunion intersyndicale CGT-CFDT-FO la semaine avant, puis la veille des distributions de tracts, notamment à la gare routière et ferroviaire.

Lundi 18/10/2010 à 7:00 : Un jeune homme prend le tract et dit : « *Je dois bosser mais je suis avec vous ! Vous avez 100% raison. Moi j'ai pour l'instant un emploi en CDD, mais mon père qui ne fait que de l'intérim à 55 ans il ne trouve plus de boulot. Si ça continue comme ça on va être dans la misère. Continuez. Ne lâchez pas l'affaire. Vous avez à 100% raison !* ».

Les jeunes et les seniors sont déjà dans la précarité. Faut-il les y enfoncer plus encore ?

Puis, c'est le jour de la manif. Sera t'elle suivie ? Si oui, par qui et dans quelles conditions ? Les questions restent ouvertes jusqu'après la dispersion. Pour les organisateurs c'est toujours un quitte ou double, mais le jeu s'arrête à la métaphore car mobiliser du monde n'est jamais un amusement.

A 8:30, prise de pouls à la Cité Scolaire (Lycée Nessel & Heinrich) située à l'entrée Sud de la ville. Un regroupement important s'est formé à 8:00 à la porte principale. Le slogan affiché « *Les jeunes ont besoin du boulot des vieux.* » a au moins le mérite de la clarté ! Sur les 1.600 lycéens, selon le proviseur 300 se sont rassemblés, mais un accès piétons reste possible et une partie est déjà en classe. Le personnel a cependant été obligé de se garer à l'extérieur de l'établissement. La police en civil et en uniformes suit ce rassemblement.

A 9:30, le groupe parcourt le centre ville pour chercher les lycéens des autres établissements. Le flux est impressionnant, tant par son nombre que par son bruit. Le regroupement s'effectue progressivement Quai des Pêcheurs où, par souci légitime de sécurité le Lycée Schuman se claquemure. Selon certaines sources, un groupe doit encore arriver de Bischwiller, chef lieu de canton voisin.

A 10:00, le cortège se forme et des appels à manifester calmement sont lancés par la voiture CGT. C'est depuis le 07/09 la plus grosse manifestation enregistrée. Environ 1.500 personnes dont au moins la moitié si non les deux tiers de lycéens. Ce sont d'ailleurs eux qui, se disputant pour tenir la banderole, prennent la tête du cortège. Suivent les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA) et les corps professionnels dont les forestiers ayant doublé leur effectif en comparaison du 12/10. L'un d'eux s'exprime : « *Quand en moyenne à 52 ans ½ on est déjà bien usés s'arrêter à 60 n'est pas un luxe. Pourquoi encore rajouter 2 années ?* ».

A 10:15, le cortège prend la direction du Nord de la ville et dans un ordre relatif, sous une escorte policière somme toute assez limitée, gagne la porte de Wissembourg pour se diriger vers la zone industrielle. La tonalité est plutôt festive, mais les invectives adressées à l'endroit du Chef de l'Etat ne vont pas vraiment dans le sens de sa réélection en 2012. Plus sérieusement, les jeunes ont visiblement saisi l'articulation retraite des seniors – chômage des juniors.

A 11:00, tout le monde arrive à l'entrée de l'usine SEW Usocome. Destination choisie pour soutenir les employés actuellement en conflit avec leur direction. Des ouvriers massés derrière les vitres accueillent le cortège avec des mines réjouies. Les prises de parole CGT, FO et CFDT ont lieu sous la pluie et dans le froid. Aléas climatiques habituels dans l'Est qui n'ont découragé jusqu'ici personne.

A 11:15 la dispersion se fait dans le calme, sous une pluie battante, avec retour vers le centre ville en petits groupes. Sur le chemin un probable octogénaire invective vertement les manifestants : *« Ca ne sert à rien tout ça ! A rien ! C'est aux députés et aux sénateurs de décider. Ils ont été élus, eux ! »*. C'est aussi me semble t-il ce genre de discours qui, à l'époque de l'Etat Français, a conduit notre pays au déshonneur. Si les élus tiennent leur légitimité des suffrages exprimés, ils doivent pour le moins au cours de leur mandature, tenir compte de l'expression directe des électeurs.

Jean-Marc Claus 19/10/2010